

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°5104 - Vendredi 17 Avril 2026 - Prix : 200 Fc

SANTÉ :

Une myomectomie réalisée avec succès à Samba



ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend **5 parcelles de terrain immatriculées** aux Comores.

Mitsamiouli Iralédjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja : **541m² - 49€/m²**

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach : **1.500m² - 60€/m²**

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.
-> **1.200m² - 49€/m²** / -> **2.492m² - 49€/m²**

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge : **4.000m² - 49€/m²**

Contact whatsapp : +269 333 21 02

TÉMOIGNAGE M. SOIDIKI :

"Ne pas faire confiance à nos médecins nous fait perdre du temps..."

Longtemps contraints à l'exil médical pour des soins spécialisés, les patients comoriens voient aujourd'hui de nouvelles perspectives s'ouvrir à domicile. Mohamed Soidiki, entrepreneur dans le BTP, nous livre son témoignage sur son appareillage auditif réussi à Moroni.

L'histoire de Mohamed Soidiki avec son audition ressemble à celle de nombreux Comoriens de sa génération. Un long parcours semé d'incertitudes, de voyages coûteux et, finalement, une solution trouvée là où il l'attendait le moins : chez lui. Tout commence au début des années 2000, où il consulte un médecin ORL à Moroni, pour une gêne à l'oreille droite. À l'époque, un simple lavage suffit. Mais en 2006, la douleur revient. Le diagnostic tombe, il faut envisager des soins plus poussés, de préférence à l'extérieur. En 2014, profitant d'un voyage d'affaires à Dubaï, il franchit le pas. Le verdict est sans appel : une surdité partielle nécessite la pose d'un appareil auditif. L'opération et l'équipement lui coûtent une petite



fortune : 1 400 euros rien que pour un modèle de gamme intermédiaire, sans compter les billets d'avion, les frais d'hôtel et les consultations répétées.

Pendant des années, l'appareil change sa vie, jusqu'au jour où, par

crainte de l'abîmer lors de ses ablutions, il le retire, l'égare et finit par le perdre. S'en suit une période de négligence forcée. Mohamed se contente de son oreille gauche, jusqu'à ce que son corps tire la sonnette d'alarme. « J'ai commencé à faire

des malaises, des vertiges fréquents », confie-t-il. Il multiplie les examens : cardiologie, ophtalmologie, scanner... Rien. C'est finalement en poussant la porte du cabinet de la Dre Farida Atoissi, spécialiste ORL aux Comores, que la lumière revient. À sa grande surprise, Mohamed Soidiki découvre qu'il n'a plus besoin de s'envoler pour Dubaï ou la France. Le plateau technique et l'expertise sont désormais disponibles sur place.

En juillet 2025, après une audiométrie précise, le processus est lancé. La spécialiste travaille en étroite collaboration avec un homologue français pour garantir un réglage millimétré de l'appareil, commandé directement en France. Un mois plus tard, Mohamed est appareillé sur place. Le constat comptable est sans appel. « Entre le prix de l'appareil, les billets et le séjour, l'étranger me revenait extrêmement cher. Ici, pour le même modèle intermédiaire qui frôle les 2 000 euros ailleurs, j'ai payé environ 600 euros », explique le gérant en BTP. Au-delà du gain financier, c'est le suivi de proximité qui change tout : « Si je dois réajus-

ter ou refixer l'appareil, Dre Farida est là. C'est une satisfaction immédiate. »

Pour Mohamed Soidiki, ce succès n'est pas seulement personnel, il est politique et social. Il regrette le pessimisme ambiant qui pousse ses compatriotes à douter de leur propre système de santé. « Nous avons tendance à voir le verre à moitié vide. Ne pas faire confiance à nos médecins nous fait perdre du temps, de l'argent et parfois notre survie », martèle-t-il. Il souligne également un avantage de taille : la communication. « Avoir un spécialiste qui partage votre culture, votre langue, sans besoin d'interprète, c'est une chance immense. » En citant l'exemple des sages-femmes formées à Moroni qui assurent des soins de qualité depuis des décennies, Mohamed appelle à un changement de mentalité. Pour lui, la modernisation est en marche aux Comores ; il ne reste plus qu'à en prendre conscience et à soutenir ceux qui, malgré les difficultés, bâtissent la médecine moderne de demain au pays.

Hamdi Abdillahi Rahilie

RUMEUR D'AGRESSION À LA PRISON DE MORONI :

La détenue, Chamsia réfute les accusations

Accusée sur les réseaux sociaux d'avoir été victime d'agression sexuelle en détention, une prisonnière de la maison d'arrêt de Moroni dément catégoriquement ces allégations. Elle affirme en revanche avoir été victime d'une escroquerie impliquant une surveillante, une affaire désormais entre les mains de la justice.

Cela fait plus d'une semaine que les réseaux sociaux évoquent le cas d'une détenue de la maison d'arrêt de Moroni qui aurait été « victime d'agression sexuelle et mise enceinte ». Face à l'ampleur de ces publications, La Gazette des Comores s'est rendue sur place afin de recueillir le témoignage de la présumée victime. Elle s'appelle Chamsia Ahamada, mère d'un enfant de quatre ans et demi. Interrogée sur l'affaire qui circule en ligne, Chamsia Ahamada répond d'un ton étonné, « cette histoire est totalement fausse » affirme-t-elle calmement. « Cela fait deux ans et quatre mois que je suis à la maison d'arrêt de Moroni. Je n'ai jamais été victime d'agression sexuelle ni été enceinte », précise-t-elle. Vêtue d'une djellaba et d'un châle, la détenue livre une autre version des faits. Elle affirme avoir été victime d'une escroquerie impliquant, selon ses dires, une gardienne nommée Kanisa, originaire de la région de Mitsamiouli.

D'après son récit, quelques mois après son incarcération, cette surveillante lui aurait proposé une sortie anticipée de prison. « Elle m'a expliqué qu'avec un certificat médical, je pouvais sortir, mais qu'il fallait payer 50 000 francs comoriens pour le médecin de la prison », relate-t-elle. Après en avoir discuté avec son époux lors d'une visite, ce dernier aurait accepté et lui aurait remis la somme, qu'elle dit avoir transmise en main propre à la gardienne. Un mois plus tard, sans nouvelle, Chamsia dit avoir relancé l'agente. « Elle m'a alors demandé 300 000 francs comoriens de plus », indique la détenue, précisant avoir de nouveau remis l'argent après en avoir discuté avec son mari. Quatre mois après, toujours aucune libération. Le mari de Chamsia aurait alors interrogé directement le médecin de la prison. « Étonné, le médecin lui a dit qu'il ignorait toute l'histoire », rapporte-t-elle. C'est à ce moment que le couple dit avoir compris qu'il avait été victime d'escroquerie.

Son mari aurait ensuite contacté la surveillante par téléphone. « À chaque appel, elle expliquait qu'il fallait patienter, qu'il manquait juste la signature du procureur général » assure-t-elle. Lors d'une visite officielle à la prison en présence du procureur général, de la procureure de la République et du ministre de l'intérieur, le magistrat aurait rappelé aux détenues leurs

droits et les aurait encouragées à dénoncer tout acte illégal. « J'en ai parlé à mon mari et je lui ai suggéré d'aller voir le procureur général pour lui expliquer l'escroquerie », raconte-t-elle. Son époux s'y serait rendu et aurait déposé plainte. La détenue affirme ne pas être la seule concernée : « J'ai appris qu'il y avait deux autres femmes et des prisonniers aussi, j'ignore le nombre exact ».

Chamsia estime que la rumeur d'agression sexuelle vise à « salir son nom et celui de sa famille ». Elle évoque aussi un agent de sécurité prénommé Saïd, cité dans les publications en ligne comme l'au-

teur présumé des faits. « Mon mari avait une relation commerciale avec lui pour des panneaux solaires. Il lui avait demandé de récupérer l'argent auprès de Kanisa, puisque je n'ai jamais été libérée comme promis. Elle n'a jamais remis l'argent à Saïd », explique-t-elle. Contacté, le procureur général confirme avoir reçu l'époux de Chamsia. « Il m'a indiqué que lui et sa femme se disent victimes d'une escroquerie. À la suite de ces éléments, le parquet a ouvert une information judiciaire et nous avons entendu Chamsia », précise-t-il. Selon le magistrat, la rumeur d'agression sexuelle proviendrait d'un détenu condamné à

mort, qui l'aurait confiée à une journaliste lors d'une visite, avant qu'elle ne soit relayée sur Facebook.

El-Aniou Fatima

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédactrice en chef
 Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 Mohamed Youssouf
 Sanaa Chouzour
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
 Mohamed Ali Nasra
 Abdillahi Hamdi Rahilie
 El-Aniou Fatima
 Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lgazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Plus qu'une réussite médicale, une véritable prouesse. Dans l'enceinte du bloc opératoire du Centre Hospitalier Régional et Insulaire de Sambakouni, une grande opération chirurgicale a récemment été menée par le Dr Kamal Abdallah et son équipe: il s'agit d'une myomectomie. Ce succès met en lumière l'expertise de nos médecins locaux, laquelle n'est plus seulement une alternative, mais une garantie de soins de qualité. Un signal fort qui pourrait replacer la confiance au cœur de la population.

Le cas traité sort de l'ordinaire par ses dimensions impressionnantes : l'ablation d'un fibrome utérin pesant 4,45 kilogrammes, tumeur certes bénigne mais handicapante. « Il s'agissait d'extraire

SANTÉ :

Une myomectomie réalisée avec succès à Samba

re un fibrome utérin volumineux. Une telle masse, équivalente au poids d'un nourrisson de forte corpulence, représentait un risque sanitaire pour la patiente et un défi technique colossal pour les praticiens », nous a-t-on expliqué. En effet, extraire une telle masse exige bien plus que de simples connaissances théoriques, cela requiert une dextérité chirurgicale absolue et une gestion du stress à toute épreuve, mais heureusement le retrait de cette tumeur s'est bien déroulé, garantissant la sécurité de la patiente. Derrière ce succès se trouve le Dr Kamal Ben Abdallah, gynécologue obstétricien de référence. Il est décrit par ses

pairs et ses patientes comme un véritable pilier du centre hospitalier.

D'autre part, il est devenu, au fil des années, un rempart indispensable pour la santé des femmes dans la région d'Oichili d'où il est originaire. Son approche, alliant rigueur scientifique et bienveillance humaine, fait de lui un modèle pour la jeune génération de soignants. Au-delà de la performance médicale, cette opération réussie envoie un message fort à la population. Elle prouve que le CHRI de Sambakouni dispose de ressources humaines capables et d'un plateau technique adapté pour prendre en charge des cas complexes, limitant ainsi le besoin de

déplacements coûteux et éprouvants à l'extérieur du pays. Selon les dernières informations transmises, sur l'état de la patiente, l'équipe médicale confirme que sa convalescence évolue bien, permettant ainsi de lever toute inquiétude. Ce qui témoigne de la qualité du suivi assuré par l'établissement.

« Son état est parfaitement stable et elle est désormais hors de danger. Ce succès est le résultat d'une coordination millimétrée entre le Dr Kamal Abdallah et l'ensemble du personnel de bloc, » confie avec fierté l'un des membres de l'équipe de l'hôpital. À l'heure où la confiance envers le système de santé devient

une priorité, cet acte médical est un signal fort envoyé aux citoyens : le traitement de et la guérison sont possibles ici, au pays. Entre les murs du CHRI puis sur les réseaux sociaux, le personnel et les usagers saluent d'une seule voix l'abnégation de ce praticien dont les actes peuvent renouer avec la crédibilité dont ont besoin nos structures hospitalières. Un hommage mérité pour ceux qui, dans l'ombre du bloc opératoire, œuvrent chaque jour pour sauver des vies malgré le peu de moyens investis par les pouvoirs publics.

Hamdi Abdillahi Rahilie

RGPH 2027 :

L'INSEED amorce son virage au numérique

Avec le soutien du projet STATCAP-KM financé par la Banque Mondiale, l'INSEED organise un atelier du 13 au 24 avril sous l'expertise de l'ESRI pour former le personnel chargé de la cartographie à l'utilisation du logiciel ArcGIS. Cette formation vise à garantir une production cartographique adéquate pour le Recensement Général de la Population et de l'Habitat des Comores en 2027.

Le cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH05) des Comores s'annonce comme une rupture technologique majeure. Pour la première fois, l'opération reposera entièrement sur les nouvelles technologies de l'information, de la communication et géospatiales. Du 13 au 24 avril, l'Institut national de la statistique des études économiques et démographiques (INSEED), avec l'appui du projet STATCAP-KM et l'expertise

d'ESRI, organise un atelier de formation intensif destiné aux agents en charge de la cartographie censitaire. Pendant dix jours, répartis en deux sessions, les participants se familiarisent avec une série d'outils de pointe : ArcGIS Pro, l'administration d'ArcGIS Online, Survey123 Connect, Field Maps, Operations Dashboard et Experience Builder. L'objectif est clair : passer d'une logique « papier » à une logique « numérique » pour la cartographie et la collecte des données.

Pour le Directeur de l'INSEED, cette formation marque un tournant décisif dans la préparation du RGPH05. « Nous ne sommes plus dans une simple modernisation technique. Nous engageons une transformation structurelle de notre système statistique national. En adoptant les solutions ESRI, nous faisons le choix d'un recensement plus fiable, plus rapide et plus interactif. La cartographie censitaire, socle de toute opération de dénom-

brement, sera désormais numérique, collaborative et adaptée aux réalités du terrain comorien. Cet atelier est la première pierre d'un édifice qui permettra en 2027 de disposer de données précises pour piloter les politiques publiques. » Sur le terrain, le chef divisionnaire de la Cartographie de l'INSEED, Ibrahim Moussa, supervise directement la montée en compétences de ses équipes. Pour lui, l'enjeu est aussi culturel que technique.

« La cartographie, c'est l'activité phare du RGPH. Sans elle, pas de bon dénombrement. Avec cette formation, on bascule définitivement du papier vers le numérique. On va faire une collecte numérique, sur le terrain, avec des formulaires intelligents et des applications mobiles. On ne va pas faire comme avant. Désormais, nos agents sauront créer des cartes 2D/3D, configurer des formulaires avec des règles de validation, et suivre les opérations en temps réel. C'est une formation très importante pour la réussite du cin-



quième recensement. » À l'issue de l'atelier, les participants devront maîtriser l'analyse spatiale, la gestion des utilisateurs sur ArcGIS Online, la production de tableaux de bord interactifs et la conception d'applications web personnalisées. Ces compétences seront directement mises au service de la cartographie censitaire préalable au RGPH05, prévu en 2027. Avec ce

virage numérique, l'INSEED et ses partenaires entendent non seulement améliorer la qualité des données, mais aussi renforcer la transparence et la réactivité de l'ensemble du dispositif statistique national. Les Comores se dotent ainsi d'un outil moderne à la hauteur des enjeux de développement du pays.

Nassuf Ben Amad

PÉNURIE DE CIGARETTES AUX COMORES

Une flambée des prix qui révèle les tensions du marché

Une pénurie de cigarettes est actuellement observée dans plusieurs localités des Comores, provoquant une hausse spectaculaire des prix et alimentant un climat de mécontentement des consommateurs. Ce phénomène, apparu ces derniers jours, met

en lumière les fragilités du circuit d'approvisionnement et les dérives possibles en période de rareté.

Sur le terrain, les constats sont sans appel. Le prix d'un paquet de cigarettes, autrefois accessible autour de 500 francs comoriens, atteint désormais entre 1 000 et 1 500 francs dans certains quartiers de Fomboni. À Moroni, selon plusieurs témoignages, le paquet se vend désormais entre 3 500 et 5 000 francs. Une augmentation brutale qui se répercute également sur les cartouches, passées de 3250 francs à près de 20 000 francs à Fomboni. Cette flambée soudaine déséquilibre les habitudes de consommation et accentue la pression sur le pouvoir d'achat des citoyens. Face à cette situation, de nombreux consommateurs dénoncent des pratiques qu'ils jugent abusives. Certains accusent des commerçants d'en profiter pour appliquer des marges excessives, transformant une difficulté d'approvisionnement en opportunité lucrative.

Parmi eux, Bacar Hakim exprime sa frustration : « Avant, on pouvait acheter sans difficulté, mais aujourd'hui les prix ont explosé. Ce n'est pas normal que certains profitent de la situation pour multiplier les tarifs par quatre. » Il poursuit : « Même les petits consommateurs sont touchés. On a l'impression qu'il n'y a aucun contrôle, chacun fixe son prix comme il veut. » Du côté des vendeurs, le discours se veut plus nuancé et met en avant les contraintes du terrain. Nazer ben Youssouf, commerçant, explique que cette hausse n'est pas uniquement liée à une volonté de spéculation : « Nous aussi, nous subissons cette situation. Nous nous approvisionnons depuis Ngazidja, parfois depuis Anjouan, et la manière dont on nous vend les produits nous oblige à les revendre à ces prix. » Il détaille les difficultés rencontrées : « Les livraisons sont irrégulières, parfois on reste plusieurs jours sans stock. Quand la marchandise arrive, elle est déjà plus chère qu'avant, avec des coûts de transport qui augmentent aussi. Si on ne s'adapte pas, on vend à perte. »

Cette tension sur le marché semble s'inscrire dans un contexte plus large de perturbations logistiques entre les îles, notamment entre Ngazidja et Anjouan, où transitent une grande partie des marchandises. Des retards d'approvisionnement, combinés à une forte demande, suffisent à créer un déséquilibre rapide et à alimenter la spéculation. Au-delà du simple produit, cette pénurie ponctuelle met en lumière les limites d'un marché peu régulé, confronté à des fluctuations d'offre et à des écarts de prix souvent difficilement explicables entre les îles. Elle soulève également la question du rôle des autorités dans le contrôle des prix et la protection des consommateurs. En attendant un retour à la normale, les consommateurs restent dans l'incertitude, confrontés à des prix jugés excessifs, tandis que les vendeurs appellent à une meilleure organisation de la chaîne d'approvisionnement pour éviter de telles situations à l'avenir.

Riwad



Photo d'illustration

20 ANS DE L'ORTC :

La cérémonie officielle se tiendra le 27 avril

À l'occasion de son 20e anniversaire, la télévision nationale se prépare à une célébration d'envergure prévue le 27 avril au Palais du Peuple. Autorités et responsables de l'ORTC annoncent une série d'activités à travers le pays.

La ministre de l'Information, Fatima Ahamada a souligné le rôle déterminant de la télévision nationale dans son propre parcours. Ancienne présentatrice du journal, elle considère l'ORTC comme un véritable levier de promotion sociale et professionnelle, capable de révéler et de valoriser les compétences comoriennes. La ministre a salué les efforts fournis par cette institution depuis sa création. Selon elle, la télévision nationale remplit pleinement sa mission de service public en informant, en



ORTC (Phototo d'archive)

éduquant et en divertissant la population. Elle a encouragé les agents de l'ORTC à faire preuve de davantage de dévouement et de professionnalisme dans l'exercice de leurs fonctions.

En tant que porte-parole du gouvernement, Fatima Ahamada a insisté sur le caractère particulier de cette édition. Elle a expliqué que, si cette célébration est organisée chaque année, celle-ci se distingue par son

ampleur exceptionnelle. Le gouvernement entend lui conférer une dimension nationale et appelle l'ensemble des citoyens à contribuer à sa réussite. Elle a rappelé le rôle clé joué par la télévision nationale lors de moments importants, notamment durant la pandémie de Covid-19 en 2020. Elle a souligné que l'ORTC accompagne la population à travers l'information et la sensibilisation. Elle a aussi mis en avant la contribution du média à la valorisation du sport, permettant aux athlètes comoriens de gagner en visibilité.

De son côté, le directeur général de l'ORTC, Assoumani Hablani, a salué le gouvernement pour son engagement dans l'organisation de cet anniversaire. Il a confirmé que la cérémonie officielle se tiendra le 27 avril au Palais du Peuple, en présence du chef de l'État, précisant que

cette date a été fixée par ce dernier. Il a indiqué qu'en prélude à cette célébration, plusieurs activités sont prévues, notamment des manifestations sportives, culturelles et religieuses, traduisant la volonté de faire de cet anniversaire un moment de rassemblement national. Une journée portes ouvertes est programmée ce samedi, suivie de trois jours d'activités au siège de l'ORTC. Ces activités se dérouleront aux quatre coins du pays afin de permettre à tous les citoyens d'y participer. À travers cette mobilisation, l'ORTC ne se contente pas de célébrer son passé, mais affirme aussi sa volonté de se projeter vers l'avenir, en consolidant son rôle au service du développement et de l'unité nationale.

Ibnou M. Abdou

LIBRE OPINION

Le soufisme, une barrière à la montée du radicalisme religieux et du terrorisme

À un moment où se tient à Moroni en Union des Comores la cérémonie de lancement des activités de la Coalition islamique militaire de lutte contre le terrorisme dénommé (CIMCT) au titre de l'année 2026, cet article vise à contribuer à la dissipation des malentendus entretenus autour de la place et du rôle du soufisme dans la société comorienne. Loin de moi toute prétention d'aborder ici cette question de façon exhaustive et approfondie, ni de développer les thèmes relatifs au renforcement des capacités des bénéficiaires comoriens du Programme de formation juridique de lutte contre le terrorisme dans le cadre du séminaire qui se déroule à Moroni du 13 au 17 avril. Cette contribution vise à montrer le rôle que joue le Soufisme structuré autour des cinq confréries existantes aux Comores dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes. Cet « autre visage de l'islam » qu'est le soufisme peut être perçu comme une barrière efficace à la montée du radicalisme religieux pour plusieurs raisons ancrées à la fois dans l'histoire, la culture et la pratique spirituelle de l'islam comorien.

Bien qu'elles soient des mouvements assez anciens en Orient Musulman, les confréries aux Comores sont des institutions relativement récentes, puisqu'elles datent de la deuxième moitié du 19ème siècle, comparativement à l'islam qui y serait déjà présent dès les premières années de l'hégire. Dès cette période, les confréries avaient commencé de jouir d'une très grande importance auprès des Comoriens. Elles tiennent une place tellement importante dans leur vie qu'on dit que "l'intensité de la vie religieuse se mesure à la faveur dont jouissent les confréries religieuses".

Elles sont très largement répandues, surtout à Ngazidja et à Ndzuani où pratiquement tout comorien fait partie d'une confrérie. Les Comoriens reçoivent dès leur jeune âge, par le biais de l'école coranique, un enseignement élémentaire spécifique pour qu'ils puissent, dans l'avenir, intégrer une confrérie. La plus importante de ces confréries est de très loin, la confrérie Chadhuliyat, introduite aux Comores par Abdallah Darwich et propagée par Said Mohamed Bin Cheikh Al-Maâruf.

Les autres confréries qui présentent une importance moindre que la Shadhuliya sont la Qadiriya, la Rifaiya, la Dandarawiya et la Alawiya. Plusieurs raisons expliquent cette perception du soufisme comme barrière préventive, effective et efficace à la montée du radicalisme idéologique et de la violence sous toutes ses formes dans notre pays.

Le soufisme est l'expression dominante de l'islam aux Comores depuis la deuxième moitié du 19ème siècle, structuré autour de ces confréries qui ont diffusé un islam de paix, de tolérance et de spiritualité intérieure, en harmonie avec les traditions culturelles locales. Contrairement aux idéologies radicales, le soufisme prône l'amour, le vivre-ensemble, la modération et le respect des différences. Les maîtres soufis jouent un rôle éducatif, spirituel et social fort dans les communautés par la pratique d'une stratégie de prévention naturelle contre le discours extrémiste. Ils servent souvent de références morales et de contre-pouvoirs spirituels face aux discours radicaux. Le soufisme offre une alternative religieuse crédible qui satisfait la quête de sens des jeunes, sans tomber dans l'idéologie violente.

Le soufisme est profondément intégré aux traditions comoriennes : chants religieux (dhikrs, mawlids), fêtes spirituelles, rites familiaux et solidarités communautaires. Cette intégration culturelle rend plus difficile l'influence de mouvements radicaux exogènes, souvent porteurs d'un islam déconnecté du terrain. Grâce aux tariqat, l'islam aux Comores jusque-là dirigé par des élites issues des grandes lignées d'origine arabe, allait devenir une religion populaire, c'est-à-dire une religion pénétrant l'arrière-pays. En un peu moins d'un demi-siècle les confréries, surtout la Shadhuliya et la Qadiriya, ont connu un développement remarquable à l'intérieur comme à l'extérieur des Comores. Ainsi, c'est vers les années trente que les lieutenants ou khalifés des confréries ont mené une véritable campagne de recrutement populaire en investissant le tissu associatif coutumier et profane.

Pour la confrérie Shadhuliya, son plus grand succès fut, selon Sultan Chouzour, d'abord la récupération à Moroni de l'associa-

tion « Awladilwatan » qui regroupait alors les représentants des grands lignages de la ville, dont l'adhésion massive à la confrérie confèrait à celle-ci une certaine légitimité, qui mettait également un terme à l'opposition jusqu'alors irréductible entre la coutume grande comorienne et la voie Shadhuliya.

Une seconde association, l'« Ikhwan Al-Huda », fondée par Said Omar Bin Sumait, une haute autorité religieuse et spirituelle de la confrérie « Allawiya » qui a composé de nombreux poèmes mystiques appréciés des initiés, a assuré la propagation de la Shadhuliya et a contribué « du même coup à asseoir fermement l'islam, sous l'impulsion du Cheikh Salim Wadâane, une des figures marquantes de l'islam aux Comores ». A également contribué à la connaissance et à la diffusion de la Shadhuliya Cheikh Yahaya, qui avait créé à Moroni une association religieuse active, l'« Ikhwan Al-Marouf ». Cheikh Yahaya fut un infatigable serviteur de la confrérie qu'il contribua à répandre dans les régions les plus reculées de l'île et même dans les pays voisins. Une autre association, et non des moindres, est l'association dénommée « Rumzi », nom emprunté au refrain d'un poème mystique composé par le fondateur de cette association, Mzé Ali Abdallah Fundi, un des fils du Cheikh Abdallah Fundi, celui qu'on appelait « le Lion de la tariqa », et neveu de Maarouf.

Pour la Qadiriya, l'action de sa diffusion se situe également vers les années trente à partir des villes d'Itsandra et Ntsudjini en Grande Comore, où de nombreux « sharifs », descendants du Prophète s'en étaient fait les ardents et représentatifs défenseurs. Pendant quelque temps, la Qadiriya était restée confinée dans la seule région d'Itsandra avant de s'implanter sous l'impulsion de Cheikh Soidiri à Moroni, d'où elle rayonna par la suite vers d'autres localités de l'île. La confrérie doit sa renommée à l'œuvre de sa première mosquée construite par une femme de grande piété, Salimata Hamissi, qui lors de son départ en pèlerinage à la Mecque fit le vœu, devant le Cheikh Soidiri, d'ériger une mosquée au profit de l'ordre si elle revenait vivante des Lieux Saints.

Alors que les mouvements salafistes ou



jihadistes rejettent les rituels et pratiques confrériques comme "innovations" (bid'a), aux Comores ces rituels et pratiques sont chéris par la population qui y voient une adéquation avec certaines pratiques et rituels d'origine africaine. Les écoles coraniques traditionnelles et les cercles soufis privilégient une approche pédagogique douce et progressive, basée sur la transmission, la méditation et la maîtrise des sciences religieuses. À l'opposé du formatage idéologique radical basé sur le rejet, la rupture avec la société, et la polarisation "nous contre eux".

Développant une résistance culturelle face aux influences étrangères, le soufisme comorien agit comme un rempart culturel et théologique face aux courants intégristes ou salafistes souvent introduits via des financements ou des prêches importés. Il protège l'identité spirituelle nationale. Le maintien du soufisme, en tant que patrimoine vivant, constitue une forme de résilience face aux tentatives d'endoctrinement. Pour conclure cette modeste contribution, on dira que le soufisme est à la fois un vaccin théologique, une force sociale, et un repère culturel qui limite la pénétration des idéologies radicales violentes aux Comores.

MOHAMED DJALIM Ali,
Enseignant-chercheur à la retraite et
Consultant